



STELLANTIS CTCY

Lundi 10 février 2025

La brutalité des exploiteurs et la force du monde du travail

Dans une conférence de presse à Washington, devant un Netanyahu souriant, Trump a déclaré vouloir vider de sa population la bande de Gaza en grande partie détruite par les bombes israéliennes, la passer sous contrôle américain et la transformer en « Côte d'Azur ».

Manigances contre les peuples

Ainsi ces deux complices, le génocidaire et son donneur d'ordres, clament une fois de plus leur mépris des pauvres et des Gazaouis. Mais expulser deux millions de Palestiniens porteurs de colère et de révolte, ce n'est pas si facile, d'autant que ni l'Egypte ni la Jordanie ne veulent les accueillir, de peur que leur arrivée suscite un élan de solidarité et déstabilise leur régime. Car le souvenir des « printemps arabes » est encore vif parmi les dictateurs du Moyen-Orient. Mais les déclarations de Trump constituent d'ores et déjà un formidable encouragement à la colonisation de la Cisjordanie et aux attaques menées par les colons contre les villages palestiniens.

Les dirigeants européens en appellent hypocritement au droit international et au maintien du « cadre d'un futur État palestinien, sous l'égide de l'Autorité palestinienne », comme a déclaré le ministre français des Affaires étrangères. Mais depuis quand le droit et les institutions internationales protègent-ils les peuples du colonialisme, des massacres, des guerres et des oppressions ? Le déchaînement de la guerre au Kivu, dans l'est de la république démocratique du Congo, le montre bien : les parlotes à l'ONU couvrent le pillage des multinationales. La différence est que désormais le soudard grossier et cynique qui occupe la Maison-Blanche ne mâche pas ses mots et exprime crûment la volonté brutale du principal impérialisme de mettre la planète en coupe réglée au profit exclusif du grand capital et des ultra-riches.

La politique du capital

Le gouvernement Trump a commencé la réalisation de son programme d'extrême droite. Il a gelé une grande partie de l'aide internationale américaine,

expulsé à grand spectacle quelques milliers de migrants, attaqué les fonctionnaires fédéraux, déclaré la guerre aux personnes transgenres, etc. Il déroule cette politique à grand renfort de publicité et de déclarations fracassantes et outrancières, mais avec une certaine prudence et en prenant bien garde de toujours tenter de dresser les uns contre les autres, en désignant à chaque mesure une catégorie seulement de la population présentée comme responsable des malheurs de tous.

Cette attitude à la fois démagogique et précautionneuse se retrouve à son échelle ici. Comme aux États-Unis, le gouvernement Bayrou décalque la démagogie de l'extrême droite et s'attaque d'abord aux migrants, par des expulsions montées en épingle et par les déclarations du ministre de l'Intérieur visant à supprimer le droit du sol à Mayotte. Ici aussi, il désigne les fonctionnaires et les services publics, rendus responsables du déficit de l'État. Les droits des chômeurs se réduisent et les plans de licenciements se succèdent, mais gouvernement et patronat prennent soin d'éviter que les colères se rassemblent.

Une seule solution : la révolution !

Car ils marchent sur un volcan prêt à exploser et ils le savent. Ces dirigeants sans pitié et tout dévoués à la classe des capitalistes se moquent de la misère des peuples et de déchaîner guerres et génocides. Leur crainte est que travailleurs et travailleuses, au Moyen-Orient, aux États-Unis, en France et partout dans le monde, s'organisent, se révoltent et menacent l'ordre capitaliste. Tout le bien qu'on leur souhaite, c'est que non seulement ils le menacent, mais qu'ils le détruisent. Car c'est bien dans cette direction que se trouve l'avenir de la planète : la révolution et la construction d'une société enfin humaine.

L'arbre qui a du mal à cacher la forêt

Toute la presse, nationale comme régionale, vante les mérites de la direction qui relance les embauches en CDI dans ses usines. 20 ouvriers à l'usine de Poissy, 25 à Sochaux : les annonces pleuvent, on parle d'un total de 210 embauchés !

De qui se moque-t-on ? A chaque fois ce sont des collègues en CDD ou en intérim qui vont être titularisés. Si on ne peut que se réjouir pour les quelques-uns qui en profiteront, ces embauches n'allègeront en rien les cadences dans les usines. Surtout, malgré le battage, elles ne nous feront pas oublier les milliers de suppressions de postes, de départs « volontaires », de licenciements qui ont divisé par 2 les effectifs en 12 ans.

Pour que la direction embauche réellement à la hauteur de nos besoins, pas le choix, il faudra qu'on la force un peu.

Forvia Méru en grève : une lutte en recherche d'alliés

À Méru dans l'Oise, lundi 3, le site de Recherche et Développement Forvia (planches de bord et panneaux de portes pour l'automobile dont Poissy), était en grève toute la journée contre un plan de licenciement de 110 salariés et les sommes ridicules que propose leur patron. Les 170 grévistes techniciens et ingénieurs se sont réunis en assemblée générale devant les grilles de l'entreprise, bien visibles, soutenus notamment par une quinzaine de salariés de Stellantis Poissy.

Ils sont allés en cortège au site de production Forvia de 300 salariés de l'autre côté de la rue. Beaucoup sont conscients qu'il va falloir se faire entendre et se trouver un maximum d'alliés parmi d'autres travailleurs.

Les grévistes de Michelin gonflés par la colère

Mardi 4 février, 500 travailleurs de Michelin et leurs soutiens ont manifesté à Clermont-Ferrand devant le siège social. Malgré ses 2 milliards de bénéfice en 2023, la direction veut fermer 2 usines (1 254 salariés à Cholet et Vannes). Le patron ne propose que 30 000 €, mais les travailleurs ne veulent pas partir avec des miettes : le comité de lutte des salariés de Michelin Cholet (regroupant syndiqués et non syndiqués) réclame au minimum 120 000 € net de prime supra-légale de licenciement et des reclassements.

Personne ne doit rester sans boulot, sans solution et, oui, Michelin avec ses milliards doit casquer.

Bénéfices en baisse, dividendes en hausse

TotalEnergies a annoncé un repli de 26 % de son bénéfice net en 2024. Son PDG, Patrick Pouyanné, a déclaré que, pour redresser la barre, le groupe investirait moins dans les « énergies bas carbone ». Il utilisera certainement ce mauvais chiffre pour s'opposer à toute augmentation de salaire. Mais, dans le même temps, il a fait savoir que les dividendes versés aux actionnaires avaient augmenté de 7,6 % et qu'il maintiendrait le rythme des rachats d'actions à 2

milliards d'euros par trimestre. Les profits baissent et les premiers à trinquer sont l'environnement et les salariés. Mais pour les actionnaires tout baigne.

Travail d'enfants et esclavage moderne

Une enquête révèle les pratiques douteuses, voire carrément criminelles, des plus importants fournisseurs de Decathlon. Salaires misérables au Bangladesh dans des usines qui emploient des enfants et des adolescents, recours au travail forcé des Ouïghours en Chine, utilisation de peaux de bovins au Vietnam en provenance du Brésil pour fabriquer des chaussures. Et cela dans un contexte où l'Union européenne veut encore assouplir les règles qui obligent les grandes entreprises à vérifier le caractère « éthique » de leurs fournisseurs et sous-traitants. Des règles sur lesquelles Decathlon s'assied en toute connaissance de cause.

GBH en tête de la pwoftasyon

Sommé par la justice de publier ses comptes avant le 13 février, le Groupe Bernard Hayot (GBH) vient d'annoncer un bénéfice net de 227,4 millions d'euros pour 2023, en hausse de 11 % par rapport à l'année précédente et un chiffre d'affaires de 4,945 milliards d'euros. Basé en Martinique et présent dans de nombreux territoires ultramarins, ce groupe familial de békés (descendants des colons esclavagistes) jouit d'un monopole de la grande distribution qui lui permet de réaliser des marges faramineuses, dénoncées par le mouvement contre la vie chère en Martinique.

Adoption de la loi raciste sur le droit du sol

L'Assemblée nationale a adopté un texte qui limite à nouveau le droit du sol à Mayotte. Désormais un enfant né dans l'île ne pourra obtenir la nationalité française que si ses deux parents peuvent prouver une résidence régulière sur le sol français, au moment de la naissance de l'enfant, depuis au moins trois ans. Lors des débats, la macronie, la droite et l'extrême droite se sont livrées à une surenchère sur le sujet. De quoi jeter de l'huile sur le feu en attisant les sentiments racistes et xénophobes. Un fléau qu'il faut combattre.

Pour l'avortement libre et gratuit

L'État de New York a passé une loi protégeant les médecins qui prescrivent à distance et envoient des pilules abortives à des patientes vivant dans des États où l'IVG est interdite. Le texte a été adopté quelques jours après l'inculpation d'une médecin new-yorkaise accusée d'en avoir procuré à une mineure enceinte en Louisiane. Le procureur de cet État a également inculpé la jeune fille et sa mère. Depuis l'annulation en 2022 du droit fédéral à l'avortement, la lutte pour le droit de toutes les femmes à disposer de leur corps se poursuit.